



**SECRÉTARIAT D'ÉTAT
CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE
SOCIALE, SOLIDAIRE
ET RESPONSABLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le projet de loi « Climat et Résilience », étape décisive pour le verdissement de l'économie

Paris, le 02/04/2021
N°856

Alors que l'Assemblée nationale examine depuis le lundi 29 mars le projet de loi « Climat et Résilience » issu des travaux de la Convention citoyenne sur le climat, Olivia Grégoire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable, salue un texte qui donnera des moyens concrets à la transition durable de l'économie française.

En premier lieu, le projet de loi va fortement **renforcer l'information des consommateurs dans leurs achats du quotidien**. La mesure emblématique consistera dans l'affichage d'un score carbone sur les biens, complétée par un renforcement du label « commerce équitable » ainsi que par une extension de la liste des catégories de produits pour lesquels le fabricant est tenu de mettre à disposition des pièces détachées et de le faire savoir.

Le texte propose également de **soutenir la croissance des secteurs ayant une valeur ajoutée environnementale**, par exemple la filière de la réparation des produits électriques et électroniques, l'alimentation durable et l'agriculture biologique et les professionnels du bâtiment écologique et des énergies renouvelables. Ces secteurs bénéficieront pleinement des mesures qui s'appliqueront aux fabricants (mise à disposition de pièces détachées), à la restauration collective privée (part de produits d'alimentation durables).

« Le plan de relance a enclenché un mouvement d'ampleur que le projet de loi « Climat et Résilience » vient compléter par de nouveaux débouchés, explique Olivia Grégoire, secrétaire d'Etat à l'économie sociale, solidaire et responsable. En soutenant

la réparation, l'alimentation durable ou encore le verdissement du bâtiment, nous allons donner un nouvel élan à une économie de la proximité et de l'emploi. »

Le projet de loi prévoit également de **verdir la commande publique** par l'ajout d'une clause environnementale à tous les marchés publics, au stade de la passation comme de l'exécution, c'est-à-dire l'irrigation par les considérations écologiques de 200 milliards d'euros de transactions (soit 8% du PIB).

Enfin, le texte va permettre de **renforcer l'accompagnement de l'ensemble des acteurs économiques**: les PME seront désormais épaulées par les opérateurs de compétences dans leur transition écologique et les comités sociaux et économiques des entreprises se verront confier de nouvelles missions en la matière. Enfin, cet accompagnement sera amélioré par une meilleure prise en compte des objectifs climatiques de la France et ses déclinaisons en matière de nutrition ou d'urbanisme.

Olivia Grégoire souligne que : *« Ce projet de loi traduit un changement de perspective plutôt qu'un changement d'échelle: il ne s'agit plus seulement de soutenir économiquement l'écologie: désormais nous soutiendrons écologiquement l'économie. »*

La secrétaire d'Etat à l'économie sociale, solidaire et responsable, siège sur l'ensemble des articles du titre II du projet de loi, « Produire et travailler ».

Contact presse :

Cabinet d'Olivia Grégoire
01 53 18 45 40